

ENSEMBLE POUR UN CHANGEMENT EN EUROPE. *L'Europe du XXI^e siècle a besoin de paix, de démocratie, de justice sociale et de solidarité.*



Plate-forme du Parti de la Gauche Européenne pour les élections du Parlement européen de 2009.

*Source (texte en anglais): http://www.european-left.org/english/news/electoral_platform/
Traduction: PC Wallonie-Bruxelles (09/01/2009)*

I.

Les élections pour le Parlement européen de juin 2009 seront la prochaine occasion de commencer à construire de nouvelles fondations à l'Union européenne et d'ouvrir une nouvelle perspective pour l'Europe.

Nous faisons face à une crise financière, économique et sociale, une crise de l'ensemble du système qui grandit de jour en jour. Elle amplifie et aggrave la crise alimentaire, énergétique et écologique. Partout dans l'UE, le choc est terrible. Cette crise est causée par le capitalisme néolibéral mondialisé, à savoir les élites politiques et économiques irresponsables qui promeuvent ce capitalisme des risques, mais dont le prix sera payé par le peuple. Ce capitalisme mondialisé met en danger la paix, la sécurité, la coexistence internationale. Le monde a été immergé dans cette crise globale par la politique hégémonique des USA et en particulier par l'administration Bush.

Cette crise démontre une fois de plus l'échec de la mondialisation néolibérale qui a maximisé les profits des principaux acteurs du marché financier à l'échelle mondiale sans aucun contrôle ni aucune intervention étatique. La politique, les Etats et des sociétés entières sont soumis aux marchés financiers incontrôlés. Le résultat est clair: une absence de démocratie et la fin de l'Etat providence.

Les politiques de bas salaires et d'emplois précaires, conséquences des mesures de déflation appliquées par les gouvernements des pays développés, ont miné le système financier et le crédit.

Les gouvernements, les institutions de l'Union européenne et les organismes économiques mondiaux tels que le FMI, la banque mondiale et l'OMC ont imposé privatisations et dérégulations. Mais aujourd'hui, les fondements néolibéraux des traités européens sont remis en question, notamment la marche forcée vers une "économie de marché fondée sur la concurrence libre et non faussée", la circulation incontrôlée des capitaux, la libéralisation et la privatisation des services publics, le statut et la mission de la Banque centrale européenne.

Cette crise historique qui frappe le capitalisme au cœur nous met au défi afin de contribuer à la résistance des peuples et d'ouvrir une perspective pour un changement en Europe. Le **Parti de la Gauche Européenne** estime que la seule issue à la crise est la lutte pour une Europe démocratique et sociale, une Europe des peuples et non pas une Europe des banques.

Cette crise est également une crise politique. Le "NON" irlandais au Traité de Lisbonne, les "NON" français et néerlandais au Traité Constitutionnel Européen ont montré qu'un nombre croissant de personnes en Europe est en désaccord avec les politiques antidémocratiques et antisociales de l'UE. Ils estiment que cette UE est une construction lointaine et incompréhensible qui ne les concerne pas, qui ignore leurs espoirs et leur situation concrète.

Nous réaffirmons notre "NON" au Traité de Lisbonne. L'expression démocratique de la volonté des peuples doit être respectée dans le cadre d'un nouveau processus démocratique basé sur la participation active des citoyens, des parlements nationaux et européen. La participation démocratique et les pouvoirs parlementaires doivent être renforcés par des législations permettant des consultations populaires ainsi que l'élargissement du pouvoir de codécision et des relations entre les Parlements nationaux et le Parlement européen. Il appartiendra aux citoyens de l'Union européenne de débattre et de décider du contenu d'une alternative au Traité de Lisbonne.

L'Union Européenne intervient au quotidien dans la vie des habitants de l'Europe. Quinze ans après le Traité de Maastricht, les orientations néolibérales ont été appliquées. Les conditions de vie et de travail de la majorité de la population d'Europe se sont dégradées rapidement: allongement du temps de travail et du nombre d'années passées à travailler, salaires insuffisants, augmentation du chômage de longue durée et du chômage des jeunes. Emplois précaires, petits boulots, emplois à temps partiel et stages non payés sont des réalités scandaleuses.

Dans une large mesure, les services publics sont utilisés pour faire des profits. A quoi s'ajoutent les pressions psychologiques et physiques, le mal-être, la peur, la disparition des solidarités et les violences à l'encontre des plus faibles. On le constate de façon dramatique avec la situation des migrants dans l'Union Européenne et dans ses pays membres, ainsi qu'avec la politique d'immigration de l'Union. Par ailleurs, les profits ont augmentés de manière gigantesque: les dirigeants des entreprises reçoivent des rémunérations astronomiques, même lorsque leurs agissements ont des conséquences négatives. Les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

Les événements récents en Europe, tels le conflit dans le Caucase, les développements au Kosovo et les traités bilatéraux avec les Etats-Unis concernant l'installation de bases militaires en Europe de l'Est et la poursuite de la course aux armements font mesurer combien il est important que l'Union Européenne respecte le droit international et trouve des solutions politiques à tout conflit.

La militarisation de la politique étrangère de l'Union, liée à l'OTAN, doit être remplacée par un concept alternatif de sécurité, fondé sur la paix, le dialogue et la coopération internationale.

Beaucoup de gens sont déçus, frustrés ou se détournent de la politique européenne se sentant impuissants face aux évolutions actuelles. Mais beaucoup d'autres luttent pour leur emploi et pour une sécurité sociale, pour les services publics et le droit de participer au processus de prise des décisions politiques. Ils se battent pour leurs droits politiques, sociaux et individuels, pour le respect des droits de l'homme à l'égard de tous ceux qui vivent dans l'Union européenne. L'immigration et le

droit d'asile sont au centre de la bataille politique. Ils veulent l'égalité entre les sexes ainsi que la démocratie, la justice et le droit pour tous et toutes de vivre dans la dignité en solidarité les uns avec les autres.

Plus que jamais, l'Europe est à la croisée des chemins:

- Ou bien l'Union Européenne continue de mener la politique capitaliste actuelle qui approfondit la crise financière, sécuritaire, alimentaire et énergétique;
- Ou bien l'Union Européenne se tourne vers une option de développement durable et de justice sociale, de paix et de coopération mutuelle, d'égalité entre les hommes et les femmes, de participation démocratique et de solidarité où l'antifascisme, l'antiracisme, les libertés civiles et le respect des droits de l'homme sont le fait de tous.

Le choix est aux mains du peuple. Pour vaincre résignation et abstention, nous disons: des alternatives existent. La politique peut et doit être changée tant aux niveaux nationaux qu'au niveau européen.

Le Parti de la Gauche Européenne exige que cette Europe soit une Europe pacifique et citoyenne, dont les options économiques soient socialement et écologiquement durables, une Europe féministe qui se développe sur base de la démocratie et de la solidarité.

Cela exige une nouvelle synergie entre les forces sociales et politiques. Cela exige des idées, des initiatives et un travail acharné des acteurs politiques et des forces démocratiques, des syndicats et des mouvements sociaux, des représentants de la société civile. Des alternatives sont possibles par la lutte en commun, tant dans la rue que dans les Parlements.

Nous nous joignons à la lutte des mouvements pacifistes et anti-guerre, des mouvements altermondialistes, de tous ceux qui refusent la précarité, aux luttes des travailleurs, des femmes et des jeunes.

Avec les représentants des autres partis socialistes, communistes et des Gauches Verts Nordiques, nous avons coopéré avec succès au sein du groupe GUE-GVN du Parlement européen. Le caractère pluraliste de ce groupe a fortifié la créativité de l'opposition de gauche entre 2004 et 2008. Nous voulons poursuivre le développement de cette expérience dans le Parlement européen qui sera élu prochainement.

Face à la crise actuelle, la **Gauche Européenne** est appelée encore plus fortement à jouer un rôle essentiel en engageant des actions politiques communes contre l'hégémonie politique et culturelle de la droite.

La politique néolibérale de l'Union Européenne a été rendue possible, entre autres, par une « grande coalition » au niveau européen entre les partis des forces conservatrices européennes et les Socialistes européens. Ce consensus est l'une des raisons de la crise politique qui frappe la construction européenne. Il est à l'origine de très fortes contradictions au sein des partis sociaux-démocrates.

Pour imposer un changement et regagner un large espace politique en Europe, le **Parti de la Gauche Européenne** entend entrer en compétition face aux partis conservateurs et libéraux, aux partis sociaux-démocrates et verts dans les pays membres ainsi qu'à tous les partis politiques européens qui s'accrochent aux logiques des politiques européennes actuelles.

Le **Parti de la Gauche Européenne** confirme sa lutte sans compromis contre toute tentative des partis populistes et d'extrême droite d'élargir leur influence en Europe.

II. Vaincre la crise: le peuple avant les profits. Pour une économie sociale et écologique en Europe.

La crise exige une réponse coordonnée tant au niveau international qu'eupéen.

La **Gauche Européenne** défend une politique fondée sur le développement économique et social, la protection de l'environnement, et ayant pour but la défense et l'élargissement des conquêtes sociales. Au contraire de la stratégie de Lisbonne, nous voulons une stratégie basée sur les valeurs de solidarité et de coopération, le plein emploi et des relations rationnelles avec la nature. Cela n'est possible qu'en changeant les règles du système économique et financier actuel.

S'attaquer aux racines de la crise financière, avec ses conséquences économiques et sociales, signifie traiter les conséquences dramatiques de la crise financière qui portent des coups terribles à la promotion des capacités humaines et à un développement réellement durable.

Il est nécessaire de refonder l'Union européenne sur la base de nouveaux paramètres permettant de faire passer le peuple et ses droits avant les profits.

Tous nos efforts tendent à ce que les travailleurs n'aient pas à payer les crises alors que les banques et la finance sont saines et sauvées. La logique des plans du G7 pour l'Union européenne signifie la privatisation des profits et la socialisation des pertes.

Toutefois, même la législation actuelle autorise des dépenses permettant un plan d'investissement en faveur de l'emploi et qui promeuve une transition vers une économie écologiquement soutenable.

En matière de financement, la crise a mis en évidence la part décisive occupée par le crédit. Le crédit doit être redirigé vers l'économie réelle et les collectivités, pour l'emploi, les priorités sociales et environnementales, depuis le niveau des villes et des régions jusqu'à celui du système de la Banque centrale européenne. Pour réaliser cette réorientation du crédit et de l'argent, nous défendons un contrôle public et social du système financier et bancaire. Nous réclamons pour les travailleurs et leurs organisations et pour les élus locaux, un droit de contrôle sur l'utilisation des crédits et des subventions.

Nous dénonçons les objectifs et les politiques concrètes de la Banque centrale européenne, son indépendance totale à l'égard de tout organe politique, le manque de transparence de ses décisions et de ses actions. Nous soulignons qu'il est d'une urgente nécessité que sa politique monétaire ait comme objectif essentiel un nouveau développement de l'économie et de l'emploi, cet objectif étant prioritaire par rapport à la maîtrise de l'inflation.

Pour cette raison le rôle de la Banque centrale européenne doit être revu pour s'aligner sur des critères de soutien de l'emploi et de développement social et par le biais d'un abaissement sélectif de ses taux d'intérêt. La Banque centrale européenne doit être soumise au contrôle démocratique et public. Ses statuts doivent être modifiés. Le Pacte de croissance et de stabilité doit être remplacé par un nouveau pacte en faveur du développement, du plein emploi et de la protection sociale et environnementale.

Il est nécessaire de taxer les transactions financières et les revenus en Europe et d'abolir les paradis fiscaux. Il est également nécessaire d'établir une taxation des capitaux spéculatifs afin d'alimenter la création d'un fonds européen.

La taxe Tobin peut être un outil pour financer des initiatives industrielles innovatrices dans les secteurs désignés par les agences internationales de l'O.N.U. et visant à réduire les émissions nocives pour la planète et à augmenter le nombre d'emplois. Ce fonds européen devrait être en conformité avec les directives et les programmes du Parlement européen: un genre de "new deal" vert établi par ce Parlement.

Les mouvements de capitaux, en particulier des profits, qui ne sont pas directement liés à l'investissement et au commerce doivent être soumis au contrôle et à la taxation.

Les biens publics et les secteurs économiques stratégiques, y compris le système financier et le crédit, doivent être socialisés (nationalisés) alors que parallèlement, il est nécessaire de reconstruire un système de sécurité sociale à l'échelle européenne. La privatisation des services publics doit être inversée. Il est nécessaire d'augmenter les salaires et les revenus des travailleurs. Il est nécessaire d'harmoniser le système financier européen, qui doit être basé sur le principe de la progressivité de l'impôt.

Quant aux nouveaux droits des travailleurs et des citoyens, ils devront leur permettre de rompre avec le monopole détenu par les principaux acteurs du marché sur les informations stratégiques et les décisions et les revendiquer pour eux-mêmes et ce afin de parvenir à une réelle transformation (ndlr. redistribution) du pouvoir politique. La démocratie doit commencer par la participation des citoyens et doit s'étendre à toutes les sphères de la vie sociale.

Des normes européennes de développement durable qui préviennent l'apparition de la pauvreté doivent remplacer la politique actuelle de dumping salarial, social et environnemental. Etant donné que les règlements de la cour européenne de justice constituent des attaques sévères contre les conventions collectives et les législations du travail, nous soulignons la nécessité de renforcer les conventions collectives et de renforcer les droits des travailleurs. Nous rejetons la directive de l'Union européenne sur la durée du travail, qui élargit le temps de travail jusqu'à 65 heures par semaine, qui permet une flexibilité totale et favorise l'individualisation du travail. Il est essentiel que la durée légale hebdomadaire du travail ne dépasse pas les 40 heures. Les législations nationales plus favorables doivent être préservées. Nous exigeons un salaire minimum européen qui représente au moins 60% du salaire moyen national et qui ne mette pas en danger les conventions collectives.

Un revenu minimum pour les personnes sans-emplois, ainsi qu'une pension minimum liée au salaire minimum, indexés automatiquement sur les prix sont nécessaires pour garantir une existence digne. Les âges différents de départs à la pension doivent être garantis en tenant compte des législations existant dans les pays membres de l'Union européenne.

Nous exigeons un renforcement des droits des migrants à travailler partout où ils vivent dans l'UE. Une loi sur les migrations doit se concentrer sur l'intérêt des migrants et non sur l'intérêt des employeurs qui recherchent une main-d'œuvre à bon marché ce qui oblige des millions de migrants à travailler clandestinement. Nous refusons toute régulation ou directive dans l'Union européenne et ses pays membres qui impose l'expulsion. Ce qu'il faut, c'est une régularisation et un permis de travail valable pour la recherche d'un emploi.

Nous refusons le concept de "flexicurité" inscrit dans la stratégie de Lisbonne. Nos priorités sont la lutte contre la pauvreté, la marginalisation sociale et la précarité, pour le plein emploi dans le cadre d'un travail à plein temps, pour l'augmentation des salaires, des pensions et des allocations sociales. Les impôts doivent être prélevés tant sur les revenus que sur le capital, pour permettre une redistribution du haut vers la bas.

L'instruction, la garde et l'éducation des enfants et des adolescents, les soins nécessités par la maladie et la vieillesse, la santé publique, l'adduction de l'eau et du tout-à-l'égout, la fourniture d'énergie, les transports publics, les services postaux, la culture et le sport de masse ne sont pas des biens commerciaux mais des services publics relevant de la responsabilité publique. Pour cette raison, ils ne doivent pas être soumis à la concurrence, qui recherche des coûts minimums et des profits maximums. Nous ne voulons plus de privatisations de services et de biens publics, mais nous exigeons au contraire une "remunicipalisation" ou une appropriation publique. Nous sommes pour des services publics forts ainsi que des entreprises contrôlées par la puissance publique, et nous sommes pour l'augmentation des investissements dans l'éducation, la petite enfance, la santé, les transports publics, la culture et le sport.

Pour nous, les questions sociales et du changement climatique sont liées. Nous sommes en faveur de la mise en place rapide d'un nouveau traité international conforme au 4^e rapport de la

commission intergouvernementale sur le changement climatique et s'intégrant dans le plan d'action de l'Union européenne de 2007-2009. Nous exigeons la mise en application pleine et entière des engagements de l'Union européenne dans tous les domaines des politiques énergétiques et climatiques.

Les compromis suivants sont un minimum pour ce qui concerne la mise en application de tous les engagements déjà signés sur la protection du climat:

- Réduction des émissions globales de 30% d'ici 2020 sur la base du niveau de 1990 et d'au moins 80% d'ici à 2050;
- Augmentation de l'utilisation des énergies renouvelables d'au moins 25% d'ici à 2020;
- Réduction de la consommation totale d'énergie primaire de 25% d'ici à 2020 et augmentation de l'efficacité énergétique de 2% par an, y compris en limitant la consommation par tête d'habitant;
- Une obligation d'efficacité doit être introduite pour l'industrie et les producteurs de marchandises à forte consommation énergétique;
- En conséquence, les subventions dans le cadre de l'Union européenne devront être limitées aux secteurs favorisant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Nous sommes contre la réduction du protocole de Kyoto à un système marchand de quotas d'émissions. Il est nécessaire, pour conclure le traité Kyoto 2, de mettre en œuvre une stratégie globale qui permette la réduction des émissions en rendant le développement plus équitable et plus sobre.

Un nouveau paradigme basé sur la coopération, au lieu de la concurrence, est nécessaire, en commençant par le transfert de technologie vers les pays en voie de développement, ainsi que par un financement de technologies propres et de politiques d'ajustement aux changements climatiques.

L'eau est un bien universel et son accès doit être garanti comme un droit humain.

La protection de la nature et le développement de ressources renouvelables, la transformation de nos paysages, ainsi que l'assurance d'une sécurité alimentaire sont des défis existentiels. Nous exigeons qu'au sein de l'Union européenne on se mette d'accord sur les standards environnementaux les plus ambitieux pour contribuer à sauvegarder la biodiversité pour les générations futures (des actions énergiques pour la réduction des déchets, la protection de l'eau, pour la reforestation et de lutte contre la désertification, etc., doivent être incluses dans les stratégies et les politiques, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de la protection du climat).

Nous luttons pour une révision fondamentale de la politique agricole commune de l'Union européenne (P.A.C.). Celle-ci doit être orientée sur le droit des peuples, partout dans le monde, à décider eux-mêmes de leur politique agricole, dans le total respect de l'environnement.

Nous sommes opposés à toute réforme de la politique agricole commune de l'Union européenne qui mettrait en question les politiques agricoles publiques. Nous refusons que l'agriculture soit soumise aux négociations de l'O.M.C., et nous sommes opposés à ce que l'agriculture devienne toujours davantage un terrain de manœuvre pour les acteurs néolibéraux et les mesures libérales à travers le monde. Nous soutenons l'exigence de la souveraineté alimentaire.

Cela signifie donner la priorité à la production agricole locale, à la qualité des aliments, sans que les producteurs soient contraints d'introduire leurs productions sur le marché mondial. L'accès à la terre, aux semences, à l'eau et aux crédits doit être régulé dans le cadre d'une véritable réforme agraire en Europe et sur les autres continents.

Nous exigeons une politique globale de développement rural: le développement des productions agricoles et des opportunités d'emplois doivent constituer le critère central du développement des campagnes, par la mise en place de politiques basées sur le secteur, le soutien à la biodiversité agricole et l'emploi rural, en particulier pour les jeunes et les femmes. Les

subventions devront être accordées selon des critères économiques, sociaux et environnementaux et non pas au profit de grands producteurs dans des secteurs sûrs. Partant de cela, la distribution du budget de la politique agricole commune doit être réorientée pour répondre aux besoins des zones rurales.

L'agriculture du 21^e siècle doit correspondre à un aspect multifonctionnel: protection du matériel de reproduction végétale, garantie du droit des agriculteurs d'avoir leurs propres semences, application de programmes de développement de l'agriculture biologique et de l'agriculture vivrière et interdiction de l'utilisation des OGM pour la production d'aliments et de produits alimentaires, défense et valorisation des appellations d'origine y compris les marchés non européens.

III. Une Europe de paix et de coopération

Aucune guerre ne doit plus jamais prendre naissance sur le sol européen. Nous considérons que la guerre et la militarisation ne sont pas des instruments politiques et nous voulons une politique de paix qui garantisse la sécurité pour tous.

Le désarmement et la reconversion des industries militaires sont des tâches essentielles. Nous menons campagne contre les clauses de réarmement du Traité de Lisbonne, non seulement à cause des armes de mort et de destruction de la nature, mais également parce qu'elles détournent les fonds du développement économique, social et écologique. L'Agence européenne de défense doit être remplacée, suite à des accords de désarmement, par une Agence de désarmement chargée de faire cesser la course aux armements, la prolifération et la possession d'armes de destruction massive ainsi que la militarisation de l'espace et des océans.

Les conflits qui émergent sur le continent européen – suite, en particulier au refus des gouvernements, depuis 1990, de repenser la coopération de tous les Etats européens sur une base juste et égalitaire – démontrent la nécessité de créer un nouveau système collectif de sécurité en Europe. A partir d'une crise régionale, le conflit du Caucase d'août 2008 est finalement devenu une guerre ouverte provoquant une crise internationale qui a impliqué les Etats-Unis et qui a appelé la population européenne et l'Union européenne à jouer un rôle important pour négocier une solution politique. Le danger de dissémination de tels conflits dans d'autres régions d'Europe demeure une question cruciale. Dans le même temps, le déploiement des forces de l'OTAN en Afghanistan et les demandes croissantes de l'administration des Etats-Unis d'augmenter la participation européenne, montre la faillite de la stratégie d'intervention militaire suivie par l'administration Bush. Cela démontre la contradiction grandissante entre d'une part, les intérêts européens en matière de sécurité et d'autre part, la stratégie d'intervention militaire et l'expansion de l'OTAN.

La Gauche Européenne réaffirme son exigence de dissolution de l'OTAN. Nous nous opposons à la logique des blocs militaires, y compris les politiques visant à créer des structures militaires européennes.

Plus que jamais, la sécurité en Europe doit être fondée sur les principes de défense de la paix, de la sécurité et du désarmement et l'impossibilité structurelle de perpétrer des agressions. La résolution des conflits par des moyens politiques et civils au sein du système de l'OSCE, conformément au droit international et aux principes d'un système réformé et démocratisé des Nations Unies est ainsi une de nos exigences majeures. Un tel système européen collectif et coopératif, doit garantir la sécurité ainsi que l'accès inconditionnel à la fourniture d'énergie, au respect de l'environnement, aux respects des droits de l'homme, etc.

Nous devons souligner le rôle négatif, non seulement militaire, mais aussi politique, que l'OTAN joue en se conformant aux intérêts des Etats-Unis en Europe. Même après la fin de la confrontation entre les blocs, de l'Est et de l'Ouest, l'OTAN est restée en place et s'est développée pour devenir encore plus l'instrument fonctionnel des administrations états-uniennes au service de leurs stratégies hégémoniques. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est répond à cette logique.

Les accords bilatéraux entre les Etats-Unis et différents pays européens, tels que celui passé avec l'Italie concernant la base militaire états-unienne de Vicenza, avec la Pologne et la République Tchèque pour le déploiement du bouclier antimissiles ainsi que les accords avec la Bulgarie et la Roumanie concernant de nouvelles bases représentent non seulement une menace pour la souveraineté de l'Europe mais créent un risque réel d'une nouvelle confrontation militaire en Europe.

Le retrait des troupes de l'OTAN et de la coalition occidentale dirigée par les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan est une condition nécessaire à la dissolution de l'OTAN dans le cadre d'un processus politique. La communauté internationale ainsi que l'Union européenne doivent aider le peuple afghan à trouver une solution politique par des moyens non militaires sur la base du respect du droit international et des droits de l'homme. Nous exigeons en outre la fermeture de toutes les bases de l'OTAN et des Etats-Unis en Europe. Nous sommes contre les systèmes de défense satellitaire des Etats-Unis (ou d'un quelconque pays européen) déployés en Europe ou hors d'Europe, et nous soutenons totalement les citoyens tchèques, polonais, bulgares et roumains qui luttent contre ceux-ci. Nous rejetons toute utilisation militaire du système européen Galileo.

Les politiques commerciales et de développement de l'Union européenne doivent être conformes aux objectifs de développement du Millénaire pour le développement et doivent s'aligner sur le principe d'égalité entre les pays. Les accords bilatéraux de partenariat européens ne sont pas la bonne voie. La politique commerciale internationale de l'Union européenne doit être conçue pour apporter les réponses adéquates aux problèmes sociaux et écologiques de la planète. La lutte contre la pauvreté toujours grandissante et les déséquilibres doit être le point de focalisation de la coopération au développement. Il faut mettre fin au mauvais usage de la coopération au développement qui vise à perpétuer des relations de type colonial, à favoriser les industries d'exportation européennes et est utilisée comme un instrument de géopolitique. Nous sommes pour l'interdiction de la transformation de produits agricoles en carburants. Nous demandons l'annulation de la dette des pays les plus pauvres du monde et la révision des programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du F.M.I.

Nous soutenons un développement plus important de la coopération méditerranéenne. Elle est la clé pour établir la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Mais le processus de Barcelone est en crise. Transformer le processus de Barcelone en une Union méditerranéenne plus soudée et plus institutionnalisée exige la participation active de toutes les forces politiques et des sociétés civiles des pays impliqués. Un processus démocratique et transparent pour renouer une relation entre tous les pays de la région et l'Union européenne est la seule voie pour éviter que ce projet politique ambitieux ne devienne une structure inégalitaire.

Une Méditerranée de paix durable et stable est impossible sans que soit résolu le conflit du Moyen-Orient. La condition préalable essentielle est la reconnaissance et la concrétisation du droit du peuple palestinien à avoir un Etat indépendant et viable, à côté de l'Etat d'Israël – avec des droits égaux et vivant côte à côte dans un environnement pacifié. Le **Parti de la Gauche Européenne** fera tous les efforts nécessaires pour exiger et pour pousser l'Union européenne et ses pays membres à agir en conséquence.

Plus encore, nous croyons que l'Europe doit s'émanciper du projet américain de "Grand Moyen-Orient", pour s'engager activement dans la perspective de mettre fin à l'occupation militaire des territoires palestiniens, pour le démantèlement du "mur" et pour la stricte application des résolutions des Nations Unies à ce sujet. L'Union européenne doit prendre davantage d'initiatives politiques pour exiger le soutien des pays arabes de la région et pour stimuler davantage la conscience grandissante des sociétés civiles en faveur d'une politique active de résolution du conflit.

Le **Parti de la Gauche Européenne** refuse évidemment la politique de confrontation des Etats-Unis et de l'Union européenne à l'égard de l'Iran – notamment en ce qui concerne la résolution du conflit sur l'énergie nucléaire – et exige des négociations strictement politiques. Le **Parti de la Gauche Européenne** exprime sa solidarité avec les forces politiques et sociales qui luttent pour la mise en pratique et le respect des droits de l'homme en Iran.

Le **Parti de la Gauche Européenne** souligne son engagement pour un processus de sécurité et de coopération en faveur de tous les Etats des régions méditerranéenne et proche-orientale, y compris le droit du peuple Sahraoui à l'autodétermination sur la base des résolutions existantes de l'O.N.U. 1754 et 1783.

La Turquie doit respecter et s'engager légalement - de manière contraignante - à garantir les droits politiques et humains de toutes les personnes vivant dans le pays, y compris toutes les minorités ; elle doit mettre en œuvre des réformes juridiques et sociales conformes au droit et permettant d'ouvrir une voie démocratique et pacifique pour tous les citoyens kurdes, apportant ainsi une solution politique au problème kurde.

L'évolution significative de la question de Chypre et le changement d'atmosphère politique après l'élection de Dimitris Christofias à la présidence de la République ouvrent de nouvelles perspectives prometteuses aux efforts de réunification de l'île. La tenue de négociations officielles entre les dirigeants des deux communautés sous les auspices de l'O.N.U. devrait conduire à une solution fédérale bizonale et bicommunautaire impliquant l'égalité politique, en conformité avec les résolutions de l'O.N.U. en la matière, et sur la base des « Accords de haut niveau », du droit européen et international.

Le **Parti de la Gauche Européenne** se prononce en faveur du développement des conditions politiques et économiques favorisant une coexistence pacifique entre les peuples et les Etats européens. L'Europe a besoin d'un espace économique et social qui n'exclue aucun autre pays d'Europe et qui se base sur un système varié d'accords tant bilatéraux que multilatéraux. La Gauche Européenne se prononce en faveur de l'élargissement ultérieur de l'Union européenne ainsi que pour une structure paneuropéenne stable afin de surmonter les divisions politiques et économiques encore existantes en Europe. Pour cette raison, la **Gauche Européenne** considère que le respect des normes démocratiques et de l'état de droit dans la pratique gouvernementale, des droits de l'homme sans exception dans la vie de tous les jours ainsi que la protection des minorités nationales, constituent des pré-conditions importantes à remplir pour les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. L'Union européenne quand à elle doit être prête politiquement et économiquement pour les mesures à de futurs élargissements.

Le **Parti de la Gauche Européenne** exige la mise en application concrète de la nouvelle politique de voisinage de l'Union sur la base de l'égalité, en particulier en ce qui concerne les pays de la C.E.I. et les Etats de la partie occidentale des Balkans...

IV. Une Europe démocratique et égalitaire

La reconstruction démocratique de l'Europe reste, encore aujourd'hui, une tâche d'une brûlante actualité.

Tous les êtres humains vivant dans les Etats membres de l'Union européenne ont le droit de participer à sa construction et à son développement futur, qu'ils y soient nés ou non. L'Union européenne doit s'ouvrir à la participation démocratique de tous les gens qui y vivent, faute de quoi elle n'aura pas d'avenir.

Nous sommes pour le renforcement des droits et libertés individuelles ainsi que des droits sociaux et politiques fondamentaux de toutes les personnes qui vivent dans l'Union européenne. La charte des droits fondamentaux doit devenir légalement contraignante et être développée dans un sens plus progressiste. L'Union européenne doit adhérer à la Charte européenne des droits de l'homme (C.E.D.R.).

Le Parti de la Gauche Européenne défend une égalité pleine et entière entre les femmes et les hommes dans tous les aspects de la vie. L'Union européenne doit protéger et promouvoir les droits de ceux et celles qui font l'objet de discriminations du fait de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, du sexe, de la religion, de l'idéologie, du handicap ou de l'âge. Nous exigeons le respect

des droits de toutes les minorités et des actions efficaces contre le racisme, la xénophobie, l'ultranationalisme, le chauvinisme, le fascisme, l'anticommunisme, l'homophobie et toutes autres formes de discrimination.

L'Europe que nous voulons exige la démocratisation de l'économie. Les droits d'association, de codécision et de grève doivent s'appliquer à travers les frontières. Nous refusons que les normes sociales et syndicales soient subordonnées aux libertés accordées au seul marché telles qu'édictées par la cour européenne de justice. Au contraire, les droits et les possibilités pour les travailleurs de participer aux décisions de gestion de l'entreprise, par exemple au sujet des investissements ou des règles de production, doivent être élargies et définies par le droit international.

Le Parti de la Gauche Européenne est en faveur d'une politique culturelle de l'Union européenne basée sur le dialogue interculturel et l'éducation. Il combat la libéralisation des services culturels. Nous voulons que le dialogue entre les cultures devienne le principe d'une politique pacifiste tant au niveau local qu'europpéen. Nous soutenons la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité et des expressions culturelles, qui prévoit que la législation internationale rende obligatoire la protection et la promotion de la diversité des cultures régionales.

Nous exigeons également une politique transparente à l'égard des médias. Les sources de la productivité économique, de l'hégémonie culturelle ainsi que du pouvoir politique et militaire dépendent de plus en plus de la production, du stockage et de la conversion de l'information et de la connaissance. C'est pour cette raison que l'accès à la communication et à l'information et leur appropriation par les sociétés sont des questions essentielles de la participation démocratique à la fois au niveau national et européen. En outre, il est indispensable de démocratiser la production, le traitement et l'appropriation de l'information et des connaissances afin de tenir tête au capitalisme numérique. Nous sommes en faveur de structures médiatiques publiques démocratiques permettant un accès bon marché et aisé aux pratiques culturelles contemporaines tel l'internet, des programmes informatiques et des logiciels libres, tout en refusant tout usage illégal de réseaux sociaux et de données personnelles.

Il est nécessaire d'inverser le processus de Bologne, la subordination de l'école, de l'université et de la recherche aux industries privées et aux acteurs du marché libre. L'éducation est un droit humain. Elle doit être organisée tel un processus ouvert qui nous permettra de construire les enjeux démocratiques futurs, accessibles à tous.

L'éducation publique européenne doit être enracinée dans les principes et les valeurs qui définissent les caractéristiques essentielles de la culture européenne. Dans tous les Etats membres, l'école doit être un lieu de rencontres et de libre confrontation entre les cultures qui coexistent dans une société de plus en plus multiculturelle et multireligieuse, cela comme prémisses nécessaires à un authentique développement de la paix grâce à l'éducation. Dans le même temps, l'université doit être mise en condition de développer son rôle éminent de formateur culturel et scientifique libéré des entraves de la logique des marchés.

Pour que toutes les personnes qui vivent au sein de l'Union européenne puissent occuper l'espace politique qui leur est dû, le Parlement européen doit avoir le pouvoir de légiférer. Il s'agit de rendre possible la participation directe aux processus de décisions - comme l'Agora Citoyenne initiée par le Parlement européen - y compris par des référendums au niveau de l'Union européenne et au niveau national sur les décisions primordiales de l'Union.

Les institutions de l'Union européenne (Conseil, Commission et Parlement) doivent s'ouvrir à la participation de la société civile, laquelle doit avoir la possibilité de contrôler leurs décisions. Les mesures et lois antiterroristes à l'échelle de l'Union européenne doivent être abandonnées. Nous voulons l'abolition de la liste des "organisations terroristes" qui met nos libertés en péril.

Nous voulons une Europe cosmopolite ouverte à l'immigration. Pas d'Europe forteresse qui rejette les gens dans la détresse. Une politique européenne commune sur l'immigration et l'asile conforme à la Convention de Genève est indispensable. Les personnes qui fuient les persécutions à cause de leur engagement politique, de leur idéologie, de leur religion ou de leur orientation sexuelle

doivent trouver protection et asile en Europe. Nous demandons que le droit d'asile soit appliqué pour les cas de persécutions liées au sexe de la victime ou de persécutions non-gouvernementales et nous appelons à une protection toute particulière des enfants réfugiés.

Pour cette raison, nous rejetons le système existant "Frontex" de contrôle aux frontières et demandons l'annulation de tous les projets concernant l'application de la "directive droit au retour". Tous les centres de rétention doivent être fermés.

Nous, partis membre de la Gauche Européenne, faisons campagne ensemble et dans nos propres pays pour la réalisation de ces objectifs dans la préparation des élections de 2009 au Parlement européen. Nous voulons un puissant groupe parlementaire de gauche afin de pouvoir changer l'Europe.

Chaque voix pour un candidat de la Gauche Européenne est une voix pour une Europe sociale, écologique, démocratique et féministe, une Europe de paix et de solidarité.

Prenez votre chance en main, changez l'Europe maintenant !

Source (texte en anglais):http://www.european-left.org/english/news/electoral_platform/

Traduction: PC Wallonie-Bruxelles (09/01/2009)